

CE MONDE QUI BOUGE

Avec ses blagues
à cinq centimes,
Sarkozy ferait mieux
de se taire

Après avoir comparé les migrants à une fuite d'eau qui se déverse dans la cuisine avant d'inonder les autres pièces de la maison, faisant s'esclaffer ses fans – il n'y avait pas de quoi rire alors que plusieurs centaines de migrants venaient de se noyer en Méditerranée – voilà Sarkozy le comique se livrant à une autre blague à Tunis où il a eu droit à un accueil digne d'un chef d'Etat en exercice, et ce, après son déplacement aux «airs de visite présidentielle», selon *le Figaro*, chez son ami Mohammed VI. Extraits : «La Tunisie est frontalière avec l'Algérie (et) la Libye. Ce n'est pas nouveau, vous n'avez pas choisi votre emplacement.» Ce propos, se voulant ironique, venant d'un homme politique, nostalgique de l'Algérie française, qui a tenté d'imposer dans la loi controversée du 23 février 2005 une disposition soulignant «le rôle positif» de la colonisation française, n'est en rien surprenant.

Redevenant sérieux, Sarkozy s'est alors apitoyé sur le sort de la Libye. Ah, malheureuse Libye ! C'est sûr que depuis trois ans, la Libye est complètement abandonnée. Aujourd'hui, c'est un pays à la dérive. On aurait dû s'occuper de la Libye», fit celui dont la responsabilité dans la situation libyenne post-Kadhafi est écrasante. Rappelons qu'avant sa guerre contre le dictateur libyen, Sarkozy lui avait déployé en décembre 2007 le tapis rouge. Jugeant qu'il était «fréquentable», il l'avait même autorisé à planter sa tente dans la résidence officielle de l'Hôtel Marigny à Paris. Et un an, presque jour pour jour, avant la chute et la mort de Kadhafi, c'est sous la présidence de Nicolas Sarkozy qu'un «partenariat stratégique» avait été conclu le 21 octobre 2010 entre la France et la Libye (*le Monde* du 17 avril 2012), accord de partenariat «prévoyant l'ouverture de négociations pour la construction d'une centrale nucléaire». Faut-il en rajouter à propos de l'accueil royal qu'il avait réservé à Bachar Al Assad un certain 14 juillet 2008 avant qu'il n'en fasse un ennemi à éliminer ?

Lors de sa virée tunisienne, Sarkozy a quand même trouvé grâce aux yeux de la députée de Nidaa Tounès, Bochra Belhadj, qui a affirmé que la Tunisie ne refuserait pas la main tendue par l'ex-chef d'Etat français (elle parie sur sa réélection en 2017 ou quoi ?), et qu'en ce qui concerne la Libye, la responsabilité de l'ancien président français restait à prouver ! Allons donc ? Rappelons à cette dame à la mémoire courte ce temps où Sarkozy niait la violation des droits de l'Homme, affirmant que «l'espace des libertés progressait en Tunisie» et qu'il avait proposé en juillet 2008 que Tunis abrite le siège de la défunte Union pour la Méditerranée (UPM) que devait coprésider un autre de ses amis, Hosni Moubarak !

En fin de compte, Nicolas Sarkozy ferait mieux d'épargner à ceux qui l'écoutent ses mauvaises blagues. Elles ne sont pas drôles et ne peuvent faire oublier le fait que son nom est évoqué dans toutes les affaires tordues. A commencer par le financement de sa campagne présidentielle en 2007 par de l'argent libyen. Ou celle concernant l'octroi de la Coupe du monde de football au Qatar. L'accusation a été portée par le Suisse Joseph Blatter, l'actuel président de la Fifa. Dans un entretien au journal allemand *Die Welt* du 6 juillet (rapporté par le *Canard enchaîné* du 8 juillet), le patron de la Fifa explique qu'il y a eu «deux interventions d'ordre politique (...) Celle de Nicolas Sarkozy, l'ancien président de la France, et celle de Christian Wulff, l'ex-président fédéral allemand. Ils ont chacun essayé d'influencer leurs représentants à la Fifa. C'est pourquoi, aujourd'hui, nous allons avoir une Coupe du monde au Qatar. Ils doivent en endosser la responsabilité». Le *Canard enchaîné* ajoute que le patron de la Fifa faisait «allusion à un déjeuner organisé à l'Elysée, le 23 novembre 2010, par Sarkozy, qui régala, ce jour-là, l'émir du Qatar Al-Thani et son Premier ministre ainsi que Sébastien Bazin, représentant de Colony Capital, alors propriétaire du Paris-Saint-Germain, sans oublier Platini. Dix jours plus tard, le Mondial 2022 était attribué au riche émirat...». Le journal satirique indique qu'une enquête a été ouverte en Suisse et qu'il n'est «pas impossible que la justice suisse entende Sarko» ! Le blagueur donneur de leçons ferait donc mieux de se taire.

H. Z.



Par Hassane Zerrouky

PROPOS TENUS PAR SARKOZY À TUNIS

L'ONM et le PLJ réagissent

Au regard de la portée des propos désobligeants — pour le moins que l'on puisse dire — tenus, dimanche dernier à Tunis, par l'ex-Président français Nicolas Sarkozy quant à l'emplacement géographique entre l'Algérie et la Libye, de la Tunisie et des jugements déplacés sur le devenir de l'Algérie, il fallait bien s'attendre à quelque réaction officielle ou tout au moins, comme diraient certains, «proche de l'officiel», et ce, même si beaucoup pourraient trouver qu'il en a fallu quand même du temps pour qu'une «voix autorisée» s'élève.

La réaction «autorisée» est finalement venue de l'Organisation nationale des moudjahidines (ONM) qui, hier, a rendu publique une déclaration à travers laquelle, tout en insinuant qu'elle n'est en fait pas étonnée outre mesure par cette sortie de l'ancien Président français, elle reproche à ce dernier d'avoir fait fi des us qui veulent que l'on ne peut s'autoriser de citer un pays souverain dans des propos sous quelque forme que ce soit et quelle que soit la situation qui prévaut dans ce même pays. Le tout en rappelant les écarts, pour ne pas dire les méfaits, de Sarkozy lors de son pas-



Nicolas Sarkozy.

sage à la tête du ministère de l'Intérieur puis de la présidence française. Cette sortie de celui qui se veut la tête de pont de la droite pour la succession de François Hollande est juste à classer dans la panoplie de manœuvres mises en branle à travers le complot que constitue le printemps arabe, et dont on voit aujourd'hui les conséquences.

Par ailleurs, chez les partis politiques, le Parti de la liberté et de la justice (PLJ) de Mohamed Saïd s'est, lui aussi, fendu d'un communiqué pour dire ce qu'il pense des propos de Sarkozy qui «dénotent par leur teneur du mépris pour les peuples de la région».

Pour l'ex-ministre de la Communication et numéro un du PL, ces propos sont dénués de pudeur et de courtoisie d'abord à l'égard du pays hôte. De l'analyse des propos tenus par Sarkozy à Tunis, dimanche dernier, le PLJ croit avoir décelé deux objectifs recherchés par leur auteur. Avant tout, le grand perdant de la dernière élection présidentielle française tente de jeter la suspicion sur les relations algéro-tunisiennes en rendant notre pays, du simple fait de son voisinage avec la Tunisie, responsable des malheurs de cette dernière. Puis, à se fier à l'analyse du PLJ, le passage désobligeant consacré à l'Algérie dans le discours de Sarkozy n'est en réalité qu'un appel pour «inciter l'Europe à s'immiscer dans la situation intérieure de notre pays en la mettant en garde quant aux retombées éventuelles de l'évolution négative d'une telle situation (...) au moment où notre pays subit de plein fouet les conséquences de la chute des prix du pétrole».

Ce n'est pas la grosse tempête à laquelle on aurait pu s'attendre, comparé aux réactions de simples citoyens sur les réseaux sociaux, mais les réponses, aussi peu officielles soient-elles, de l'ONM et du PLJ ont tout de même le mérite de s'être fait entendre.

M. Azedine

LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET SES MATRICES IDÉOLOGIQUES

L'Algérie plaide la conjonction des efforts
de la communauté internationale

«L'Algérie est convaincue que la lutte contre le terrorisme et ses matrices idéologiques est une œuvre de longue haleine qui appelle à la conjonction des efforts et des moyens de toute la communauté internationale.» C'est l'appel lancé, hier, par Abdelkader Messahal, à l'ouverture de la Conférence internationale sur la lutte contre l'extrémisme violent et sur la déradicalisation.

Abder Bettache - Alger

(Le Soir) - C'est en présence d'experts, de diplomates et de représentants d'organisations internationales que se sont ouverts, hier, au Palais des Nations, à Alger, les travaux de la Conférence internationale sur la lutte contre l'extrémisme et la déradicalisation. Au total, une cinquantaine de pays et d'organisations internationales spécialisées en la matière sont présents à cette rencontre. Initiée par l'Algérie et encouragée par les Nations-Unies, cette rencontre constituera, selon ses initiateurs, «une opportunité pour présenter les principales actions menées par l'Algérie dans sa lutte contre le terrorisme et l'extrémisme». Elle est, ajoute-t-on, «une occasion pour faire bénéficier les participants, dont des intervenants directs dans la lutte contre l'extrémisme et la radicalisation, véritables leviers du terrorisme, de l'expérience de l'Algérie dans son combat incessant contre ce phénomène transnational».

Lors de son intervention, le ministre des Affaires

maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, M. Abdelkader Messahal, a indiqué que le «terrorisme a changé de nature et de mode opératoire». «A travers son occupation du terrain et de territoires et sa propagande agressive, il véhicule aujourd'hui de nouveaux et graves défis pour la cohésion, la stabilité et la sécurité de certains Etats ainsi que dans certaines régions du monde pour la paix et la sécurité internationales», a-t-il ajouté.

il a par ailleurs indiqué que «conscient de ses responsabilités, mon pays a régulièrement pris des initiatives régionales et internationales, à l'image de cette conférence, mais aussi et surtout bilatéralement et dans son voisinage immédiat avec l'objectif de contribuer à une meilleure protection de nos pays et de nos populations de la menace terroriste». Selon les organisateurs, les travaux de la conférence, qui s'étalent sur deux jours, «visent à identifier les défis communs à relever dans le domaine de la déradicalisa-



Les travaux de la conférence s'étalent sur deux jours.

tion et de la lutte contre l'extrémisme violent, ainsi que les actions susceptibles de constituer des pistes de coopération au sein du système des Nations-Unies ou du Forum global de lutte contre le terrorisme (FGCT)».

S'articulant autour de huit principaux axes, ayant trait aux différents aspects liés à la lutte contre l'extrémisme et la promotion de la déradicalisation, notamment par la consécration d'une culture de dialogue, de tolérance et de démocratie, un programme de débats a été élaboré par les organisateurs de la conférence.

Les participants auront ainsi à discuter autour de la «présentation de l'importance et du rôle de la lutte contre l'extrémisme violent et la déradicalisation dans le combat contre le terrorisme», «le rôle du système judiciaire dans la déradicalisation, y compris en

milieu carcéral» et du «rôle des instances religieuses dans la déradicalisation».

Le débat tournera aussi autour du «rôle de la société civile dans la déradicalisation» et enfin de «la déradicalisation et les phénomènes de la xénophobie et de l'islamophobie».

La conférence s'inscrit dans le sillage des initiatives annoncées lors du Sommet de la Maison Blanche, tenu en février dernier à Washington, notamment celles visant à parvenir à un meilleur usage des plateformes multilatérales de coopération dans le domaine de la lutte contre l'extrémisme violent. Elle se veut aussi une contribution de l'Algérie au Sommet sur «l'extrémisme violent», qui se tiendra lors de la réunion de l'Assemblée générale des Nations-Unies en septembre prochain à New York.

A. B.